

Le Bémont, le 20 mai 2021

Large alliance jurassienne contre des textes qui ratent leur cible

Monsieur le président,

Monsieur le conseiller aux Etats,

Madame la co-présidente des jeunes agriculteurs,

Monsieur le président de MIBA,

Monsieur le membre de la direction de l'USP,

Monsieur le directeur du Moulin de Vicques,

Mesdames et messieurs les représentants de la presse,

Introduction

Ces trois prochaines semaines, les agricultrices et agriculteurs jurassiens jouent gros. En effet, les initiatives phytosanitaires extrêmes sur lesquelles nous voteront le 13 juin prochain pourraient avoir des conséquences économiques, sociales et environnementales pour nos familles paysannes. Ainsi, il est de notre devoir de prendre aujourd'hui la parole et de rappeler :

- 1) Les défauts des textes sur lesquels nous voteront
- 2) Les conséquences délétères que leur acceptation pourrait entraîner sur nos exploitations agricoles, notre tissu économique régional et l'environnement global
- 3) La véritable réponse aux inquiétudes du peuple préparée par les chambres fédérales

Les principaux intervenants vous expliqueront à la suite des propos de mon président les méfaits de ces initiatives. Le Jura se mobilise et une large alliance a été formée pour expliquer factuellement les dérives de ces textes. En marge de cette conférence, vous aurez la possibilité de poser toutes vos questions aux intervenants. Vous retrouverez également le dossier presse avec toutes les interventions sur cette table. Une vidéo de la famille Vermeille qui nous accueille accompagnera également ce dossier et sera transmise par l'agence d'information agricole romande, AGIR. Sur notre site internet, un onglet est dédié au comité de campagne qui regroupe aujourd'hui 120 personnes des milieux agricoles, économiques, sportifs, agro-alimentaires et de l'artisanat. Finalement, une liste de 200 signataires en soutien à « Le Jura vote 2 fois NON » est également en ligne.

François Monin

Directeur d'Agrijura

Mesdames et messieurs les représentants de la presse,

Situation jurassienne

L'agriculture jurassienne se démarque au niveau national par son importance dans le tissu économique jurassien et de son influence sur la société. En effet, alors que la population jurassienne ne réunit que 1% de la population Suisse, notre région compte parmi les 10 plus grands cantons suisses en termes de surfaces agricoles utiles. Les exploitations y sont relativement grandes en comparaison nationale et également extensives. Elles dépendent de la politique agricole nationale, participant aux programmes incitatifs des paiements directs. La part agricole de la production biologique y atteint près de 20% et cette à évolution est en constante augmentation. Il est dès lors factuel d'affirmer que l'agriculture jurassienne est avant-gardiste et progressiste. Les organisations agricoles travaillent ici conjointement avec les organisations de protection de la nature, l'administration cantonale, la FRI et les autorités politiques. Agrijura s'est investi notamment et porte les projets des réseaux écologiques sur 70% du territoire, des initiatives de réduction des produits phytosanitaires et antibiotiques, et lutte pour une agriculture durable.

Initiatives phytos extrêmes

Malgré tout, les initiatives qui seront soumises au peuple le 13 juin prochain pourraient avoir des conséquences dramatiques sur ce modèle durable. L'initiative « Eau propre » exige des exploitations qu'elles se passent de pesticides, tant de synthèse que ceux utilisés en agriculture biologique. Elle demande également aux exploitations de nourrir leurs animaux uniquement avec les fourrages produits la ferme. Ainsi, les coopérations villageoises seraient terminées. En effet, selon le message du Conseil fédéral au parlement et l'analyse juridique de l'administration, les exploitations seraient sommées de tout produire sur leurs terres. L'aberration de cette demande est particulièrement visible ici, sur le domaine de la famille Vermeille qui nous accueille chaleureusement. Productrice et producteur d'œufs bios, Cindy et Jérémie ne pourraient ainsi plus nourrir correctement leurs poules pondeuses. A 1000 mètres d'altitude, dans les Franches-Montagnes, il est en effet difficile, voire impossible de cultiver les fourrages nécessaires à la production avicole (maïs, céréales, soja). Ce déni des réalités pratiques et agricoles de la part des initiants inquiètent et motivent l'ensemble de l'agriculture jurassienne à se soulever contre des textes mauvais.

La deuxième initiative « Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse » est plus cohérente dans le sens, où elle ne s'attaque pas uniquement à l'agriculture indigène, mais également au secteur de la transformation et aux importations. Cette initiative n'est pourtant pas dénuée de contradictions et ses conséquences seraient également dramatiques. Elle obligerait la production agricole suisse à se passer de produits phytosanitaires de synthèse, indépendamment de leur dangerosité. La Suisse bio serait ainsi proclamée et certaines cultures pourraient fortement diminuer, voir disparaître. Les conséquences iraient au-delà de la production agricole, en effet, les entreprises de transformation sises par exemple ici aux Franches-Montagnes pâtiraient de l'interdiction d'utiliser les biocides dans la transformation alimentaire.

Pour toutes ces raisons et celles qui vous seront exposées par la suite, l'agriculture jurassienne est aujourd'hui mobilisée comme jamais pour défendre son outil de travail. Il n'est pas étonnant de voir fleurir aux bords des routes nombre de panneaux, affiches, bâches et structures. Cela dénote de l'engagement, mais également de la crainte des agricultrices et agriculteurs de ce canton. La

participation des jeunes est à souligner, en effet, c'est grâce à leur travail que nous obtiendrons 2 NON dans les urnes jurassiennes. Cette génération se bat aujourd'hui pour l'avenir de sa profession. Le métier d'agriculteur consiste à nourrir la population. Si une des initiatives devait être acceptée, 30% de notre production pourraient disparaître et devrait être importés de pays avec des législations moins strictes que la nôtre. Nous estimons aujourd'hui que plus de 92% des familles paysannes sont engagées contre ces textes, et même près de 100% contre l'initiative Eau propre. Il est ainsi de notre devoir de défense professionnelle de porter le message de la grande majorité des familles paysannes et d'éviter une précarisation économique et sociale du secteur primaire.

Les premières semaines de campagne ont été intenses et parfois à la limite du raisonnable des deux côtés. Notre rôle est aujourd'hui de rappeler que nos arguments sont solides et constructifs. Nous sommes persuadés que la voie choisie est la meilleure afin d'atteindre les buts fixés par les initiants. Dans le canton, le message passe bien et la grande majorité des partis politiques appellent à voter deux fois NON. En effet, après le PDC et l'UDC, c'est le PCSI qui la semaine dernière en a fait de même. La position du PLR Jura ne fait, elle, pas de doute. Plus intéressantes, les positions des partis socialistes et verts libéraux, qui dans un canton où le lien avec la terre est encore présent, laissent la liberté de vote sur l'initiative Eau propre pour le PS et les deux initiatives pour les verts libéraux. Finalement, c'est peut-être le communiqué de presse du PS qui résume au mieux la position des jurassiennes et jurassiens. Je cite « *Sur l'initiative « pour une eau potable propre et une alimentation saine ».* Malgré un titre accrocheur, plusieurs camarades ont relevé que le texte manquait sa cible, ne réglait pas le problème des pesticides et visait de manière trop exclusive le travail des agricultrices et des agriculteurs ; d'autre part : les exploitants agricoles qui renoncent aux paiements directs, les particuliers, les entreprises et les collectivités pourront continuer à les utiliser. »

Nicolas Pape

Président d'AgriJura